



Note : Renouvellement du classement de la Riserva Naturali di i Bucchi di Bunifaziu (RNBB) sur la liste des Aires Marines Spécialement Protégées de Méditerranée (ASPIM)

Service Espaces Protégés, Uffiziu di l' Ambiente di a Corsica.

Comité Consultatif de la R.N.B.B. du 22 Novembre 2021

Créée le 23 septembre 1999, la RNBB bénéficie du classement en ASPIM depuis 2009, dix ans après sa création. Ce classement, renouvelé pour la deuxième fois en 2021, lui permet de bénéficier d'une reconnaissance internationale de son importance pour la conservation de la biodiversité mais aussi de la qualité de sa gestion.

La Méditerranée, un hot spot de biodiversité particulièrement exposé aux impacts anthropiques

La mer Méditerranée doit son nom au latin *Mediterraneum*, la « mer au milieu des terres ». C'est une mer intercontinentale presque entièrement fermée, bordée par les côtes d'Europe du Sud, d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, depuis le détroit de Gibraltar à l'ouest aux entrées des Dardanelles et du canal de Suez à l'est. Elle s'étend sur une superficie d'environ 2,5 millions de kilomètres carrés et son ouverture vers l'océan Atlantique par le détroit de Gibraltar est large de 14 kilomètres.

Riche d'une histoire complexe et ancienne, la Méditerranée est aujourd'hui bordée par 21 Etats souverains. Elle est désormais le lieu de processus de littoralisation et d'urbanisation face à l'augmentation démographique de ses populations riveraines. Sa biodiversité exceptionnelle, estimée à 8 ou 9 % de la biodiversité marine mondiale pour une surface de 0,8% des eaux marines, caractérisée par un fort taux d'endémisme, est soumise à des pressions anthropiques nombreuses et en constante augmentation.

La Convention de Barcelone, une protection régionale à l'échelle de la Méditerranée

Le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) a été adopté en 1975 dans le cadre du Programme des mers régionales, sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

Le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) a été établi par les parties contractantes à la convention de Barcelone et à ses protocoles dans le but d'assister les pays méditerranéens dans la mise en application du protocole concernant les Aires Spécialement Protégées et la Diversité Biologique dans la Méditerranée. La Tunisie accueille le centre depuis sa création en 1985. Le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM/PNUE ou PAM) regroupe, dans une même volonté de coopérer et d'agir, les pays riverains de cette mer. Ils se sont fixés pour objectif de créer un environnement plus salubre dans l'ensemble de la région, en se fondant sur le principe de précaution et sur le principe de Développement durable.

Le PAM, premier programme consacré à une mer régionale par le PNUE, a été révisé suite aux conclusions du troisième Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992. Le système juridique du PAM repose sur la Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone).

La Convention de Barcelone engage ses parties à prendre toutes les mesures, individuellement ou conjointement, pour protéger et améliorer le milieu marin et le littoral de la Méditerranée afin de contribuer au développement durable. Approuvée en 1975 et amendée en 1995, la *Convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée*, dite Convention de Barcelone, implique 22 parties contractantes, composées des 21 pays bordant la mer Méditerranée, dont 8 appartiennent à l'Union Européenne (la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, Malte et la Slovaquie) et l'Union Européenne elle-même.

Les objectifs de la convention sont ainsi de protéger le milieu marin et le littoral en prenant toutes les mesures visant à prévenir et à réduire la pollution, ainsi qu'à éliminer celle-ci autant que possible, qu'elle soit due à des activités terrestres ou marines. "Pour cela, la convention invite ses parties prenantes à évaluer et contrôler la pollution, assurer la gestion durable des ressources marines et côtières, intégrer l'environnement au développement économique et social, protéger le patrimoine naturel et culturel, renforcer la solidarité entre les pays bordant la Méditerranée et plus largement à contribuer à améliorer la qualité de la vie dans le bassin méditerranéen.

Pour poursuivre ces objectifs, les parties contractantes s'engagent à introduire un système de coopération et mettre en œuvre un programme intégré de surveillance et d'évaluation comportant des informations et des évaluations pour protéger le milieu marin et le littoral de la Méditerranée et réduire ou éliminer la pollution dans la Méditerranée en vue de parvenir à un bon état écologique, instaurer des aires marines protégées (dénommées «AMP»), ainsi que des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (dénommées «ASPIM»), mettre en œuvre une gestion intégrée des zones côtières (GIZC), s'attaquer aux sources terrestres de pollution, s'attaquer aux sources marines de pollution, prévoir des plans d'intervention d'urgence, coopérer dans les domaines des sciences et de la technologie, élaborer des procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution en violation des dispositions de la convention.

La Convention de Barcelone est assortie de 7 protocoles couvrant les principaux risques de pollution ou de dégradation de l'état de conservation de la Mer Méditerranée. Parmi ceux-ci, le Protocole « Aires spécialement protégées et diversité biologique », entré en vigueur le 12 décembre 1999, concerne les Aires Marines Protégées en Méditerranée et, plus spécifiquement les Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne (ASPIM). Le Protocole vise ainsi la protection des ressources naturelles et de certains sites naturels, ainsi que la préservation de la diversité du pool génétique des espèces méditerranéennes.

La RNBB, une Aire Marine Spécialement Protégée d'Importance Méditerranéenne depuis 2009

Les ASPIM constituent le noyau d'un réseau ayant pour but la conservation efficace du patrimoine méditerranéen. La liste des ASPIM est tenue par le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC), localisé à Tunis, et les sites qui peuvent figurer sur la liste des ASPIM doivent présenter une importance pour la conservation des éléments constitutifs de la diversité biologique en Méditerranée, renfermer des écosystèmes spécifiques à la région méditerranéenne ou des habitats d'espèces menacées et présenter un intérêt particulier sur les plans scientifique, esthétique, culturel ou éducatif.

En 2020, le SPA/RAC recense 39 ASPIM, dont 38 nationales réparties dans 11 pays et 1 internationale (le sanctuaire Pelagos, réunissant la France, l'Italie et la principauté de Monaco). La *Riserva Naturali di i Bucchi di Bunifaziu* bénéficie du statut d'ASPIM depuis 2009. Renouvelé une première fois en 2015, ce statut vient de l'être à nouveau pour une durée de 6 ans.

Cette reconnaissance internationale conforte le rôle de premier plan de la RNBB parmi les AMP méditerranéennes. Elle s'appuie sur la valeur méditerranéenne du patrimoine écologique du site, la solidité de son statut juridique et l'efficacité de sa gestion.

Soumise à l'évaluation d'experts nationaux et internationaux, la révision du statut d'ASPIM de la RNBB relève notamment la conformité du plan de gestion en cours de rédaction avec les exigences du Protocole, permettant notamment la prise en compte de l'aggravation de certains risques comme le réchauffement climatique et les pressions anthropiques, que ce soit la dégradation des habitats fragiles par l'ancrage, le braconnage « professionnalisé » ou la pollution par les plastiques et les

hydrocarbures. Le renouvellement du statut d'ASPIM met notamment en avant les efforts entrepris pour l'interdiction de mouillage des navires de grande plaisance sur les herbiers de posidonie, ainsi que l'efficacité des moyens humains, composés de 25 emplois permanents et 18 emplois saisonniers, et matériels mis en œuvre spécifiquement pour la surveillance et les suivis scientifiques dans la réserve naturelle.

Le critère d'implication des populations locales est également respecté, au regard de la participation de l'ensemble des acteurs du site au Comité consultatif de la réserve naturelle, les collaborations fortes et régulières avec la prud'homie des pêcheurs de Bunifaziu et l'atténuation des conflits d'usage entre pêcheurs professionnels et de loisir par une meilleure connaissance de l'état de la ressource halieutique. La coopération européenne est également soulignée, notamment au regard des nombreux projets européens où la RNBB s'est impliquée.

Au final, le dossier a bénéficié d'une note de 90 points sur 99 attribuée par les experts validateurs et a reçu l'approbation le 24 juin 2021 du Point Focal National, chargé d'assurer la liaison avec le CAR/ASP sur les aspects techniques et scientifiques relatifs à la mise en œuvre du Protocole.

Les conclusions de Commission Technique Consultative du CAR ASP ont été approuvées pour la révision de l'ASPIM de la RNBB lors de la Quinzième Réunion des Points Focaux ASP/DB du 23-25 juin 2021 :

L'ASPIM montre une gestion exemplaire et adaptative à tous les niveaux ; ce qui lui permet d'atteindre un score élevé. Elle est bien munie de ressources pour la mise en œuvre d'un plan de gestion qui cible bien les défis écologiques et sociaux et son équipe passionnée, ne se limite pas au travail au sein de l'AMP, mais aussi elle fait une bonne coordination avec les AMP voisines, en devenant un excellent exemple de coopération transfrontalière effective. Ce qui renforce sa valeur pour la Méditerranée comme ASPIM.

La Commission Technique Consultative du CAR ASP formule deux recommandations pour l'évaluation future :

Recommandation 1 : Implication dans une action de jumelage avec une autre ASPIM et participation à la diffusion des bonnes pratiques voire des outils développés en direction des autres ASPIM dans la limite des moyens disponibles et en lien notamment avec le CAR/ASP et MedPAN.

Recommandation 2 : Développer une méthodologie de suivi visant à l'évaluation sur l'ensemble géographique de certains paramètres de l'efficacité de la gestion et de la connectivité, méthodologie commune aux différentes ASPIM française et italiennes impliquées (Bouches de Bonifacio, ...) en mobilisant si possible un financement et programme européen.

CARTE DES ASPIMS EN 2020

